

Visite au Canada

du

**Premier ministre de la Suède
Ingvar Carlsson**

Du 23 au 27 juin 1991

Cahier de presse

Visite au Canada

du

**Premier ministre de la Suède
Ingvar Carlsson**

Du 23 au 27 juin 1991

43-264439



Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

External Affairs and
International Trade Canada

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*

Table des matières

Le Premier ministre Ingvar Carlsson	1
Le Premier ministre Brian Mulroney	3
La secrétaire d'État aux Affaires extérieures Barbara McDougall	5
Les relations bilatérales entre le Canada et la Suède	7
Les relations commerciales entre le Canada et la Suède	8
Les investissements suédois au Canada	10
La situation politique en Suède	11
L'économie suédoise	12
La politique étrangère de la Suède	13
Les relations culturelles entre le Canada et la Suède	14
Fiche documentaire sur la Suède	15

Le Premier ministre Ingvar Carlsson

Né à Boraas le 9 novembre 1934, M. Ingvar Carlsson a fait ses études à l'Université de Lund où il a obtenu un diplôme en sciences politiques. Il a aussi étudié l'économie à l'Université de Chicago.

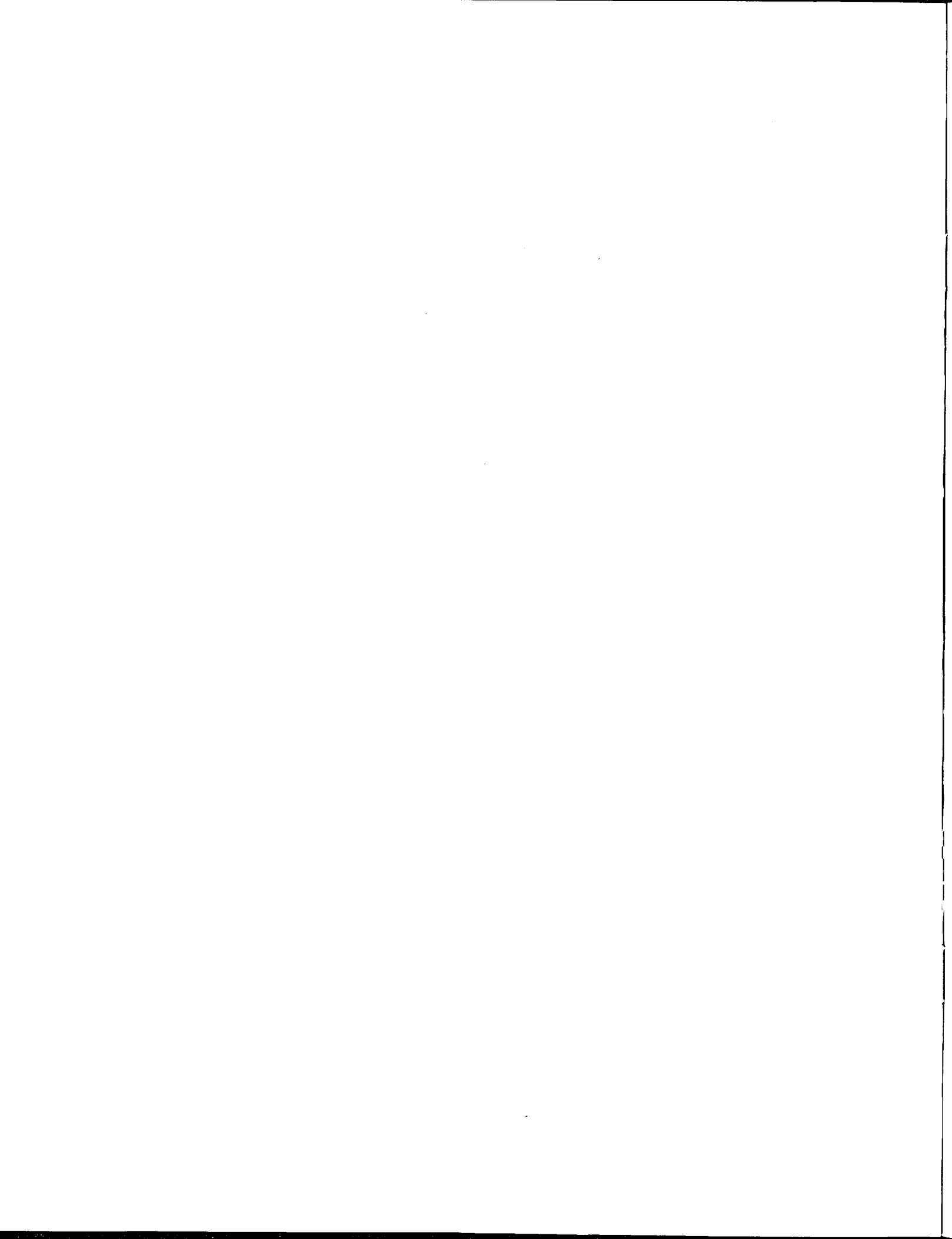
Entre 1958 et 1960, M. Carlsson a été adjoint au cabinet du Premier ministre Tage Erlander, et de 1961 à 1967, il a occupé la présidence de la Ligue des Jeunesses du Parti social-démocrate de Suède.

Élu pour la première fois au Parlement en 1964, M. Carlsson a occupé successivement les postes de sous-secrétaire d'État (1967-1969), de ministre de l'Éducation et des Affaires culturelles (1969-1973), de ministre de l'Habitation et de la Planification matérielle (1973-1976).

M. Carlsson a ensuite été Vice-Premier ministre et ministre responsable de la planification politique et de la coordination de la politique de recherche (1982-1986), Vice-Premier ministre et ministre de l'Environnement (1985-1986). Depuis 1986, il est Premier ministre et président du Parti social-démocrate.

M. Carlsson est marié et il a deux enfants.





Le Premier ministre Brian Mulroney

M. Brian Mulroney est né à Baie-Comeau (Québec) le 20 mars 1939. Il est avocat et a été dirigeant d'entreprise.

Il détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques de l'Université Saint-François-Xavier d'Antigonish (Nouvelle-Écosse) et une licence en droit de l'Université Laval de Québec.

Le 11 juin 1983, M. Mulroney a été élu chef du Parti progressiste-conservateur. Il est ensuite entré à la Chambre des communes en remportant une élection partielle tenue le 29 août 1983 dans la circonscription de Central Nova (Nouvelle-Écosse).

Lors des élections générales de 1984, il a été élu député de la circonscription de Manicouagan (Québec). Son parti a alors remporté le plus grand nombre de sièges de toute l'histoire parlementaire du Canada. Il a été réélu dans la circonscription de Charlevoix (Québec) le 21 novembre 1988, menant son parti à une deuxième victoire majoritaire.

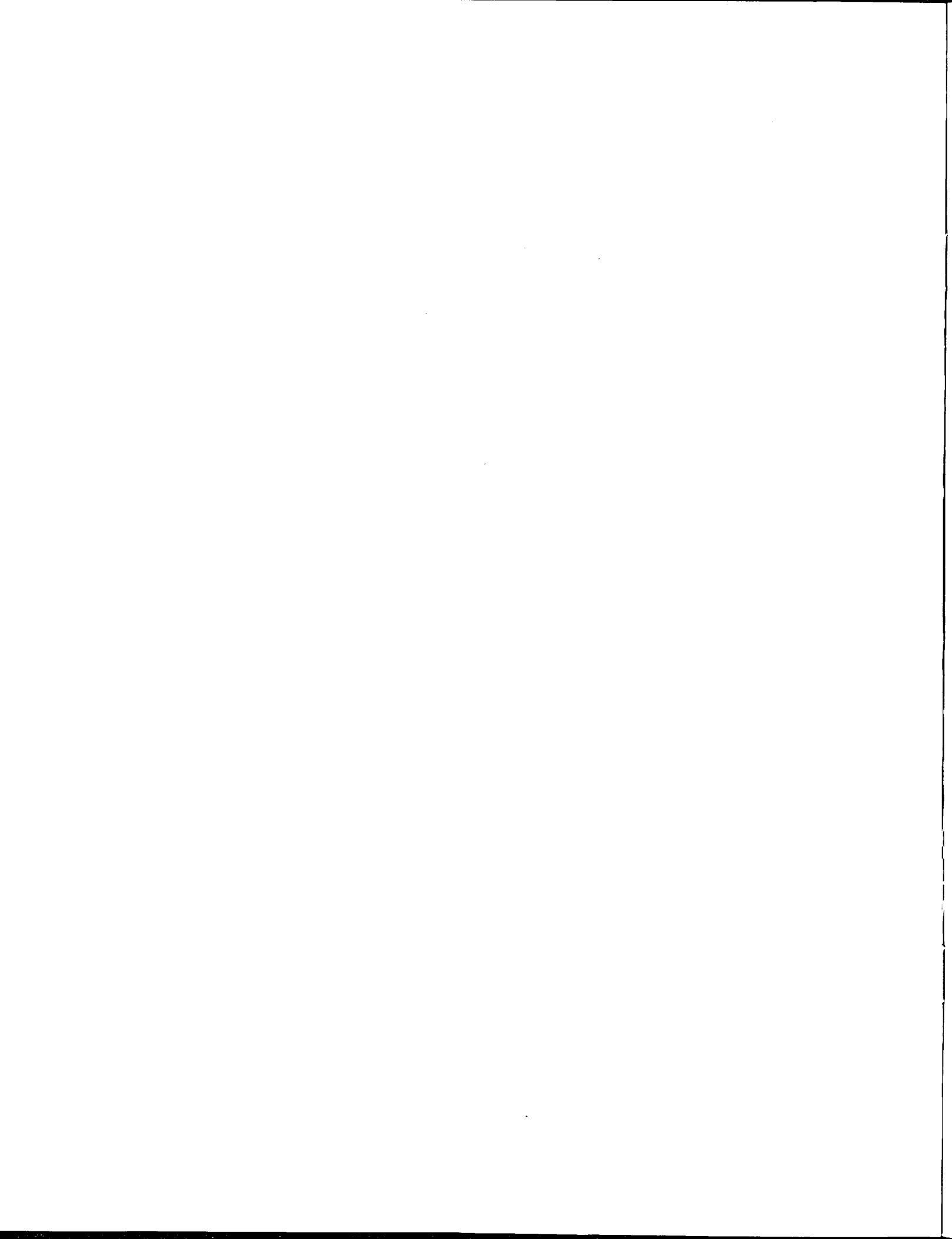
M. Mulroney joue un rôle actif sur la scène publique et au sein de la collectivité depuis bon nombre d'années. En mai 1974, il a été nommé à la Commission Cliche, chargée d'enquêter sur la violence dans l'industrie de la construction au Québec. En 1976, il a été candidat à la direction du Parti progressiste-conservateur du Canada.

Plus tard cette année-là, il est entré au service de la Compagnie Iron Ore du Canada en tant que vice-président exécutif; un an plus tard, il est devenu président de la compagnie.



Il a oeuvré dans de nombreux organismes de charité tels que Centraide de Montréal, l'Association des Grands Frères du Canada, l'Association du Québec pour les déficients mentaux, la Fondation canadienne de diabète juvénile et la Fondation des maladies du coeur de Montréal.

M. Mulroney a épousé Mila Pivnicki et ils ont quatre enfants, Caroline, Benedict, Mark et Nicolas.



La secrétaire d'État
aux Affaires extérieures
Barbara McDougall

M^{me} Barbara McDougall est née à Toronto en 1937 et elle a obtenu un baccalauréat ès arts avec spécialisation en sciences politiques et en économie à l'Université de Toronto. Elle est analyste financière agréée.

Elle a commencé sa carrière professionnelle dans une banque, en tant qu'analyste économique. Elle a ensuite été analyste de marchés et chroniqueuse financière dans les journaux et à la télévision. De 1964 à 1974, M^{me} McDougall a été analyste de placements spécialisée dans les produits forestiers, à Vancouver.

De 1974 à 1976, elle a exercé les fonctions de gestionnaire de placements et, de 1976 à 1981, elle a été vice-présidente d'une compagnie d'opérations boursières. De 1982 jusqu'à son entrée en 1984 sur la scène politique fédérale, M^{me} McDougall a été directrice exécutive du Conseil canadien des analystes financiers et consultante en matière de finances et d'affaires gouvernementales.

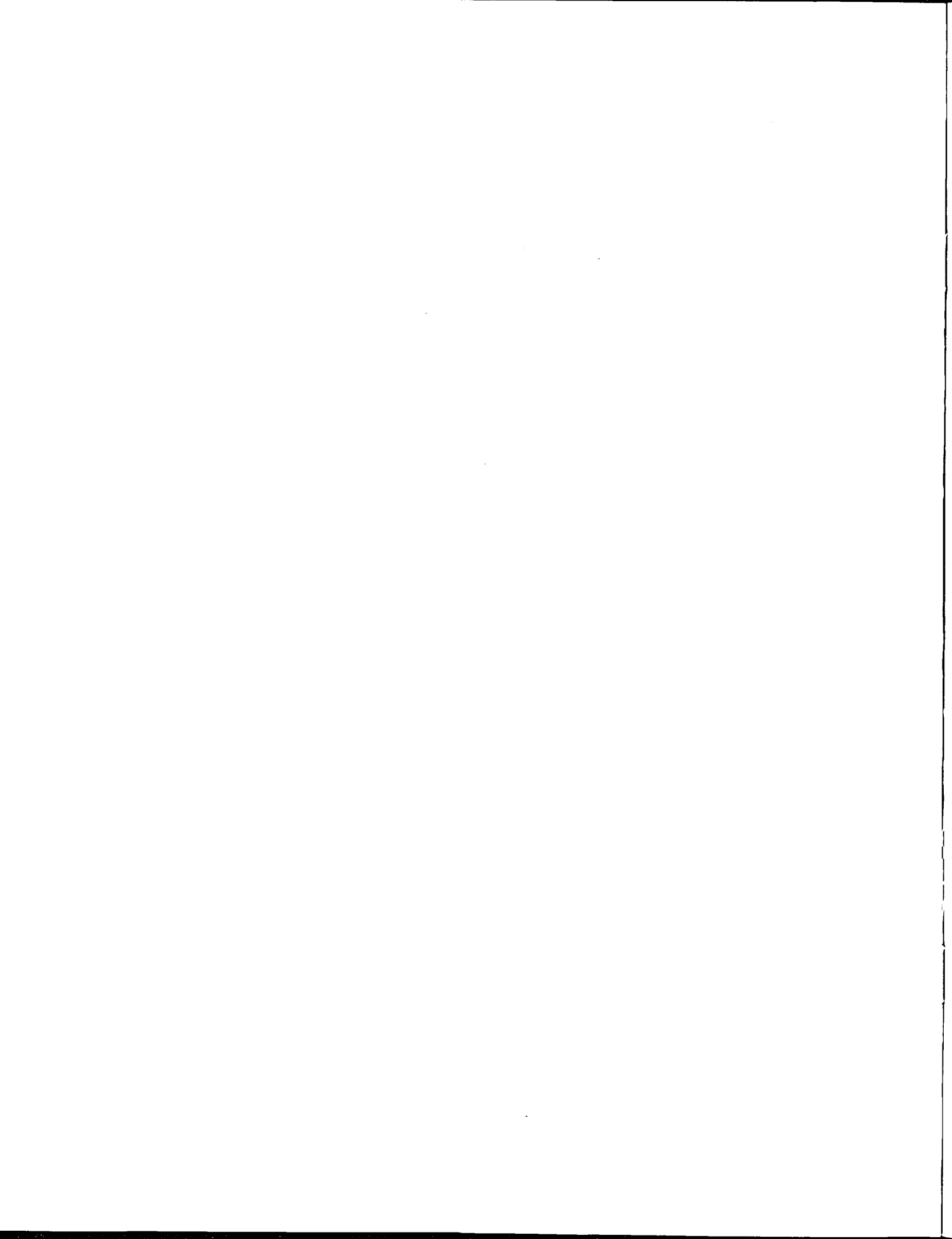
M^{me} McDougall a été élue au Parlement pour la première fois en septembre 1984 dans la circonscription de St. Paul's, de Toronto. Elle a été réélue dans la même circonscription en novembre 1988.

Elle a été nommée ministre d'État aux Finances en septembre 1984 et en juin 1986, ministre d'État à la Privatisation et ministre responsable de la Condition féminine; en août de la même année, elle accédait au poste de ministre responsable des Affaires réglementaires.

En mars 1988, M^{me} McDougall a été nommée ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle a occupé cette fonction jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en avril 1991.



M^{me} McDougall a été présidente de la campagne de souscription de l'Armée du Salut, à Toronto, et elle a siégé au conseil d'administration d'organismes donnant des connaissances pratiques élémentaires et s'occupant de personnes âgées. Elle a aussi été conseillère bénévole à la prison provinciale des femmes de Oakhalla et vice-présidente de la Société Elizabeth Fry de Colombie-Britannique.



Les relations bilatérales entre le Canada et la Suède

Le Canada et la Suède ont beaucoup en commun, sur les plans géographique, politique et peut-être même, psychologique. En règle générale, les Canadiens et les Suédois unissent volontiers et efficacement leurs efforts, notamment dans des tribunes multilatérales.

La visite d'État effectuée au Canada, en mars 1988, par le roi Charles XVI Gustave et la reine Silvia a été l'occasion de souligner de nouveau les intérêts communs des deux pays, leurs relations bilatérales et l'avenir de leur coopération. En novembre 1989, le Premier ministre Mulroney a fait une brève escale à Stockholm pour y tenir des consultations avant de se rendre à Moscou.

La ministre suédoise du Commerce extérieur, M^{me} Anita Gradin, est venue au Canada en mars 1991, et la ministre de l'Environnement, M^{me} Birgitta Dahl, s'est rendue en Colombie-Britannique en avril 1991.

Le Canada et la Suède ont joué un rôle de premier plan dans la création des Nations Unies et ils se rangent toujours parmi les plus ardents partisans du système multilatéral. Les deux pays fournissent depuis longtemps des fonds et du personnel aux forces de maintien de la paix envoyées par les Nations Unies dans diverses régions du monde.

Cette coopération se double d'efforts analogues et d'objectifs communs en ce qui concerne l'aide au développement, l'environnement, les droits de la personne et l'opposition à l'apartheid. Même si le statut de pays non aligné de la Suède lui donne sur les questions de sécurité une optique particulière, ses vues sont assez proches de celles du Canada pour ce qui est de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, du contrôle des armements, de la non-prolifération des armes nucléaires et de la mise au point de techniques de vérification des accords relatifs aux armements. Le Canada a collaboré avec la Suède et les autres pays nordiques au sein d'un groupe de travail sur les suites de la guerre du Golfe.

Au cours des dernières années, le Canada et la Suède ont collaboré étroitement à trouver des moyens de résoudre les problèmes de l'Arctique. Les deux pays ont fermement appuyé la création du Conseil international pour les sciences arctiques et ont participé à la conférence sur l'environnement arctique qui s'est tenue à Rovaniemi, en Finlande, les 13 et 14 juin 1991. La Suède a appuyé la proposition du Canada de créer un Conseil de l'Arctique.

Le régime de sécurité sociale de la Suède et sa politique d'emploi continuent de susciter de l'intérêt au Canada. Des délégations fédérales et provinciales se rendent régulièrement dans ce pays afin d'en étudier les programmes et les lois. La Suède a conclu des accords réciproques avec les gouvernements du Canada et du Québec permettant aux Canadiens et aux Suédois ayant vécu dans les deux pays durant leur vie active, de retirer une pension.

L'intérêt des Canadiens se porte également vers l'énergie, les transports et les politiques régionales de la Suède, notamment les incitations à la diversification de l'industrie dans les villes et les régions affligées d'une économie de ressources en déclin, ainsi que vers l'organisation et le financement des programmes suédois en matière de sciences, de technologie et de recherche.

Un accord bilatéral relatif au transport aérien a été signé en mars 1989. La ligne aérienne scandinave a mis sur pied un service presque quotidien entre Stockholm et Toronto, ce qui facilite les voyages d'affaires et le tourisme entre les deux pays.

Les relations commerciales entre le Canada et la Suède

Pendant cinq des six dernières années, les exportations canadiennes vers la Suède ont connu une augmentation de plus de 10 %. En 1990, elles se sont stabilisées à 304 millions \$ (une baisse de 5,6 % par rapport au record de 322 millions \$ en 1989). Plus des deux tiers de ces exportations se composent de produits à plus grande valeur ajoutée (produits fabriqués et produits finis), parmi lesquels ceux du tableau plus bas.

Les importations canadiennes en provenance de la Suède s'élevaient à 900 millions \$ en 1990, soit une baisse de 4 % par rapport au record de 939 millions \$ enregistré en 1989. En 1990, la Suède a donc bénéficié d'un excédent de 596 millions \$ dans ses échanges avec le Canada. Ce déséquilibre de trois contre un en faveur de la Suède, qui persiste depuis deux décennies, témoigne du succès des exportations suédoises de capitaux et de biens de consommation, ainsi que de l'importance relative des deux économies.

Les exportations de la Suède au Canada comptent une grande diversité de produits dont 80 % sont des produits manufacturés. On y retrouve les articles suivants : véhicules et pièces automobiles, produits à base de papier, produits en acier inoxydable, produits pharmaceutiques et matériel médical. Les véhicules automobiles représentent environ le quart de la valeur de ces importations.

Les entreprises suédoises ont décroché au Canada d'importants contrats, en particulier Ericsson qui vend de l'équipement de standard de radiotéléphonie cellulaire et ABB Transmission qui fournit le matériel de haute tension destiné à la nouvelle ligne de transport d'Hydro-Québec entre la baie James et la Nouvelle-Angleterre.

Tableau 1

Principales exportations canadiennes en Suède

Véhicules automobiles	42 millions \$
Machines, chaudières, etc.	40 millions \$
Cuivre et articles en cuivre	38 millions \$
Minerai, scories et cendres	22 millions \$
Poisson, homards, moules, etc.	21 millions \$
Équipement électrique	19 millions \$
Aéronefs	17 millions \$
Combustibles et huiles minérales	16 millions \$
Pâte de bois	12 millions \$
Aluminium et articles en aluminium	8 millions \$
Bois et articles en bois	8 millions \$
Matériel optique et matériel de précision	8 millions \$
Outils	7 millions \$
Total	258 millions \$

La Suède et le Canada entretiennent de très bonnes relations commerciales. Une mission industrielle canadienne se rendra en Suède dans le cadre des réunions qui s'y tiendront du 21 au 26 octobre 1991 au sujet de l'accord bilatéral de recherche en matière de défense et de mise au point et de production de matériel de défense.

La Suède participera peut-être officiellement en mars 1992 au salon écologique Globe 92, qui se tiendra à Vancouver, et au Salon international de l'aéronautique, qui se déroulera en août 1992 à Abbotsford en Colombie-Britannique. Les Suédois aimeraient vendre au Canada des sous-marins et des trains à grande vitesse.

Les investissements suédois au Canada

La Suède se classe au dixième rang des sources d'investissements étrangers directs au Canada, et le nombre de sociétés suédoises présentes sur notre territoire est élevé. Près de 110 sociétés suédoises ont des filiales au Canada. Il s'agit, dans la moitié des cas, d'usines de fabrication qui emploient plus de 8 000 Canadiens. Quatre-vingt pour cent des exportations suédoises au Canada se font par ces sociétés.

Parmi les plus importants de ces investisseurs figurent ABB (Montréal), Stora Kopparberg (Cap-Breton), Volvo (Halifax et Milton, Ontario), Atlas Copco (Montréal), Astra (Toronto), Pharmacia (Montréal), Tetrapak (Ajax, Ontario) et Ikea (dans tout le Canada). En outre, 350 firmes suédoises ont des distributeurs au Canada, y ont passé des accords de licence, ou encore y ont formé des coentreprises.

Parmi les acquisitions suédoises récentes les plus importantes, on compte l'achat en juillet 1989 par la société ABB au coût de 100 millions \$, des installations canadiennes de transmission et de distribution d'énergie de Westinghouse et l'acquisition de Combustion Engineering, suivis de la prise de contrôle conjointe de Falconbridge par la société suédoise Trelleborg et la compagnie canadienne Noranda. La société ABB emploie à elle seule 4 000 Canadiens et Stora est le premier employeur de la Nouvelle-Écosse.

Les investissements suédois ont commencé à augmenter grâce au Programme d'apports technologiques, comme en témoigne l'accord de licence et de coentreprise passé entre une firme suédoise et la société Canadian Superior Millwork de Saskatoon en vue de la fabrication d'armoires de cuisine destinées aux handicapés.

Les investissements canadiens en Suède sont minimes. Dix-huit firmes canadiennes (principalement des entreprises de haute technologie, comme GEAC et Cognos) ont des bureaux dans ce pays, où elles emploient surtout du personnel local. Ces dernières années, des dirigeants de compagnies canadiennes ont visité la Suède, et vice versa, afin de se familiariser avec le milieu d'affaires et les possibilités du pays.

Les Canadiens se rendent compte notamment de l'intérêt constant des entreprises suédoises pour les nouveautés technologiques en matière de traitement et de communication de données ainsi que pour les techniques marines de pointe.

La situation politique en Suède

La scène politique suédoise est dominée par le Parti social-démocrate, qui a gouverné le pays pendant 51 des 59 dernières années. La répartition des voix change relativement peu d'une élection à l'autre, et les variations touchent principalement la position relative des partis non socialistes, dont aucun n'a réussi à se maintenir longtemps au-dessus du seuil de 25 % des suffrages. Alors que quinze élections ont eu lieu depuis la guerre, les non-socialistes n'ont obtenu la majorité qu'à deux reprises (en 1976 et 1979).

Les élections de 1982, 1985 et 1988 ont reporté les sociaux-démocrates au pouvoir, mais en ne leur assurant qu'une position minoritaire au Riksdag (Parlement). Reflet des inquiétudes croissantes suscitées par les problèmes écologiques, les élections de 1988 ont vu l'entrée au Riksdag du Parti des Verts. C'était aussi la première fois depuis 1921 que des sièges allaient à un parti autre que les cinq formations traditionnelles. Depuis ces élections, la répartition des sièges est celle qui apparaît au tableau plus bas.

Les prochaines élections se tiendront le 19 septembre 1991.

Au cours des deux dernières années, le gouvernement social-démocrate a modifié sa position dans certains grands dossiers. Il a réduit les impôts sur le revenu, reporté la fermeture des réacteurs nucléaires et annoncé son intention de présenter une demande d'adhésion à la Communauté européenne. Le plan d'austérité lancé récemment s'occupera en priorité de la lutte contre l'inflation plutôt que du maintien du plein emploi.

Tableau 2

Répartition des sièges au Riksdag depuis les élections de 1988

	Nombre de sièges	Pourcentage du vote
Bloc socialiste		
Parti social-démocrate	156	43,2
Parti de la gauche (communiste)	21	5,9
Bloc non socialiste		
Parti modéré (conservateur)	66	18,3
Parti du peuple (libéral)	44	12,2
Parti du centre (agrarien)	42	11,3
Parti chrétien-démocrate	0	3,0
Indépendants		
Parti Vert (écologiste)	20	5,5

L'économie suédoise

L'un des pays les plus pauvres d'Europe il y a cent ans, la Suède se classe aujourd'hui parmi les nations industrielles les plus avancées et elle jouit d'un niveau de vie élevé. Entre 1850 et 1880, un quart des habitants ont émigré en Amérique du Nord pour fuir la pauvreté. Aujourd'hui, le chômage a presque disparu et la population jouit des avantages prodigués par un système de sécurité sociale d'inspiration égalitaire, assez semblable à celui du Canada.

La transformation de l'économie suédoise a commencé avec plusieurs inventions et améliorations de procédés industriels par des entreprises du pays, notamment AGA (phares à l'acétylène et phares automatiques), les industries Nobel (dynamite), Alfa Laval (écrémeuses et trapeuses), ASEA (production et transmission d'énergie électrique), Ericsson (téléphones) et SKF (roulements à billes).

Vu les dimensions restreintes du marché intérieur, ces sociétés ont dû exporter pour parvenir à des niveaux de production rentables, et c'est en grande partie grâce à la qualité et à la haute technicité de leurs produits ainsi qu'à leur indépendance technologique qu'elles ont conquis une part du marché.

Au cours des dernières décennies, les biens de consommation (Electrolux, IKEA, Tetrapak), les produits pharmaceutiques (Astra, Pharmacia), la robotique (ASEA) et les communications et l'informatique (Ericsson) sont venus s'ajouter aux aciers spéciaux (Sandvik), aux machines (Atlas Copco, Alfa Laval, Flakt et ASEA) et aux automobiles et camions (SAAB et Volvo) sur la liste des exportations suédoises.

Les entreprises suédoises servent de modèles dans le monde entier tant en génie qu'en gestion et en marketing et elles continuent à investir énormément dans les activités de recherche-développement. La Suède bénéficie d'un approvisionnement en énergie relativement bon marché, d'un impôt sur les sociétés peu élevé et d'une

main-d'oeuvre instruite. Le contrôle de l'industrie par l'État est limité. Ce dernier possède en effet moins de 10 % de l'industrie suédoise, alors que 80 % appartient au secteur privé et 5 % à des coopératives.

La Suède possède plus de sociétés multinationales par habitant que tout autre pays et le pourcentage du produit intérieur brut qu'elle consacre à la recherche et au développement (RAND) est le plus élevé au monde (le Japon n'arrive qu'en deuxième place). Les nombreux investissements réalisés depuis 1987 par les grandes sociétés suédoises au sein de la Communauté européenne témoignent de leur volonté de s'implanter sur ce marché.

La dépendance de l'économie suédoise à l'égard du commerce extérieur l'a amenée au bord de la crise en 1973, lors du ralentissement des échanges mondiaux qui a suivi le premier choc pétrolier. Le déficit du compte courant suédois est alors passé à 4 % du PIB, et la facture des importations de pétrole a grimpé en flèche. Depuis, la Suède a considérablement réduit sa consommation de produits pétroliers importés en développant de nouvelles technologies et des techniques de conservation.

La Suède a récemment mis en oeuvre une réforme fiscale de grande envergure dans le but principal de combattre l'inflation et d'encourager le travail et l'économie. La réduction du taux de l'impôt sur le revenu à environ 30 % doit être autofinancée par un certain nombre de mesures, notamment des limites plus sévères aux indemnités non imposables, une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (semblable à la TPS) de 23,5 % à 25 % et une imposition plus élevée des avantages sociaux.

La politique étrangère de la Suède

La politique étrangère de la Suède est fondée sur un engagement national de longue date envers le non-alignement en temps de paix et la neutralité en temps de guerre. Le pays s'est tenu, pendant près de deux siècles, à l'écart des grands conflits européens et mondiaux qui ont ravagé ses voisins.

À ce neutralisme s'est ajouté, au cours des dernières décennies, une volonté tout aussi ferme d'améliorer l'ordre mondial en appuyant les Nations Unies, le désarmement, la coopération environnementale, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) et l'aide aux pays en développement.

Diverses initiatives, notamment le soutien donné aux forces de maintien de la paix de l'ONU et le versement de 1 % de son produit national brut à des programmes d'aide, ont valu à la Suède d'occuper une position spéciale dans les affaires internationales. De tout temps, les gouvernements suédois ont tenté d'amener tous les partis à un consensus sur les questions de politique étrangère et ils ont tenu à consulter leurs partenaires nordiques et à travailler en étroite collaboration avec eux.

Les relations avec la Communauté européenne (CE) constituent le principal enjeu de la politique étrangère suédoise, particulièrement à l'approche de l'échéance du 1^{er} janvier 1993, qui marquera l'intégration du marché européen. Dès les premières années d'existence de la CE, la Suède a envisagé d'en faire partie, mais on a considéré son adhésion incompatible avec sa politique de neutralité. La Suède a par contre conclu en 1972, avec les autres pays membres de l'Association européenne de libre-échange, un accord de libre-échange avec la Communauté et les pays de la CE absorbent actuellement plus de 50 % des exportations suédoises.

Ces dernières années, la Suède a subi de plus en plus de pressions internes l'incitant à se joindre à la CE. Les milieux d'affaires sont nettement en faveur de cette union, les syndicats sont en grande partie gagnés à l'idée, et la plupart des Suédois estiment désormais que l'adhésion est non seulement une nécessité économique mais une étape indispensable à l'intégration de l'Europe.

Ces facteurs, ajoutés à la multiplication des investissements suédois dans les pays de la CE, ont amené le Premier ministre Carlsson à annoncer en octobre 1990 que la Suède s'efforcera d'accélérer son entrée à la CE. Une demande d'adhésion pourrait être présentée dès l'automne 1991. Toutefois, ce n'est pas avant 1995 que la Suède pourrait devenir membre à part entière de la Communauté.

Les conditions d'entrée à la CE, et non le principe, seront un des grands enjeux de la campagne électorale précédant l'élection de septembre 1991. La question de savoir comment concilier l'adhésion à la CE avec la politique de neutralité demeure sans réponse, mais elle a perdu de l'importance depuis la fin de la guerre froide.

Les relations culturelles entre le Canada et la Suède

Le Canada compte aujourd'hui 200 000 personnes d'origine suédoise, immigrants ou descendants d'immigrants, dont la plupart vivent dans l'Ouest. Il existe à Vancouver un journal publié tous les mois en anglais et en suédois.

Le Canada s'est fait connaître dans les milieux culturels et universitaires suédois, notamment grâce aux programmes d'études canadiennes mis en place dans les universités. L'Association nordique des études canadiennes a été fondée en 1984 et les universités qui en sont membres organisent chaque année plusieurs conférences d'études sur le Canada.

Par ailleurs, il existe maintenant divers cours concernant le Canada dans la plupart des universités suédoises, dont quatre (Lund, Uppsala, Göteborg et Stockholm) offrent une spécialisation en littérature canadienne. Des professeurs suédois ont commencé à utiliser du matériel pédagogique canadien pour enseigner le français et l'anglais dans leur pays.

Un nombre croissant de Suédois viennent étudier dans des universités canadiennes pour des périodes plus ou moins longues, généralement dans le cadre d'accords conclus entre des universités des deux pays. Un accord d'échange universitaire entre quatre universités canadiennes et quatre universités suédoises sera signé durant la visite du Premier ministre Carlsson. Il s'agit du côté canadien, des universités York, Carleton, Laval et de Colombie-Britannique et du côté suédois des universités d'Umeå, d'Uppsala, de Linköping et de Stockholm.

Les programmes visant à promouvoir en Suède les arts et la culture du Canada, et notamment ses écrivains, ont également porté leurs fruits. Il est maintenant facile de se procurer la traduction suédoise d'oeuvres d'auteurs tels que Robertson Davies, Margaret Atwood et Roch Carrier et ces trois écrivains ont reçu un accueil chaleureux lors d'une récente visite en Suède.

En septembre 1986, l'Orchestre symphonique de Toronto a effectué une tournée en Suède, où les musiciens et chanteurs canadiens de réputation internationale comme Oscar Peterson, Leonard Cohen et Bryan Adams sont bien connus. La radio suédoise diffuse de la musique canadienne, y compris des oeuvres expérimentales. Il y a toujours plusieurs films canadiens aux festivals du film d'Uppsala et de Göteborg et nos films sont souvent présentés à la télévision suédoise, où passent également des feuilletons canadiens comme *De Grassi Junior High*.

En outre, trente hockeyeurs suédois jouent actuellement pour des équipes nord-américaines, et les équipes nationales du Canada et de la Suède se rencontrent régulièrement dans des tournois internationaux. Le hockey demeure un sujet d'intérêt commun. En 1989, Stockholm a accueilli le championnat mondial, au cours duquel le Canada a gagné une médaille d'argent.

Les instituts de recherche du Canada et de la Suède entretiennent des rapports réguliers portant notamment sur les sciences de l'Arctique. En 1990, Richard Taylor (physique) a été le sixième Canadien à recevoir le prix Nobel. Ses prédécesseurs sont Frederick Banting (médecine, 1923), Lester Pearson (paix, 1957), Gerhard Hertzberg (chimie, 1971), Henry Toube (chimie, 1983) et John Polanyi (chimie, 1986).

Fiche documentaire sur la Suède

Données générales

Capitale	Stockholm
Superficie	450 000 km ²
Population	8,5 millions
Monnaie	Couronne suédoise
Langue	Suédois
Fête nationale	Le 6 juin

Politique

Nature de l'État	Royaume
Type de gouvernement	Monarchie constitutionnelle
Chef de l'État	Le roi Charles XVI Gustave (depuis septembre 1973)
Chef du gouvernement	M. Ingvar Carlsson (SDAP, depuis 1986)
Ministre des Affaires étrangères	M. Sten Andersson (SDAP, depuis 1985)
Principaux partis politiques	Parti social-démocrate (SDAP), Parti modéré (MS), Parti libéral (FP), Parti du centre (CP), Parti de la gauche (VpK), Parti des Verts (MpG), Parti chrétien-démocrate (KdS)
Riksdag (Parlement)	349 membres élus pour trois ans par représentation proportionnelle. Sièges (scrutin de 1988) : SDAP = 156, MS = 66, FP = 44, CP = 42, VpK = 21, MpG = 20, KdS = 0
Prochaines élections	Septembre 1991

Économie*

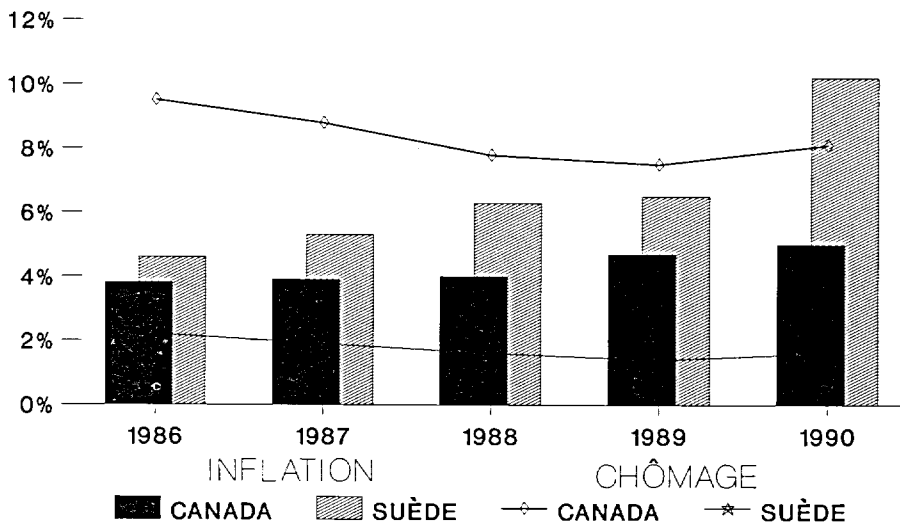
Ministre du Commerce extérieur	M ^{me} Anita Gradin (SDAP, depuis 1986)
Ministre des Finances	M. Alan Larsson (SDAP, depuis 1990)
PIB	239 milliards \$ (1989)
PIB par habitant	28 117 \$ (1989)
Taux de croissance du PIB	0,9 %
Taux de chômage	1,6 %
Taux d'inflation	10,2 %
Taux de change	1 \$ = 5,165 KRS
Dette nationale totale	101 milliards \$, soit 42,2 % du PIB (1989)
Déficit budgétaire	Aucun; surplus de 9,6 milliards \$ (1989)
Importations	65 milliards \$ dont 304 millions \$ du Canada
Exportations	68 milliards \$ dont près de 900 millions \$ au Canada
Investissements directs canadiens en Suède	3 millions \$ (1989)
Investissements directs suédois au Canada	1 milliard \$ (1989)

Représentation canadienne

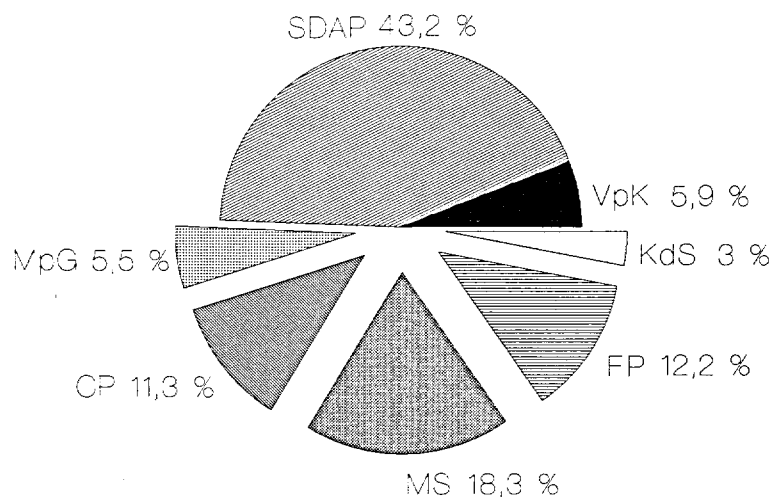
Stockholm	L'ambassadeur Dennis Browne
-----------	-----------------------------

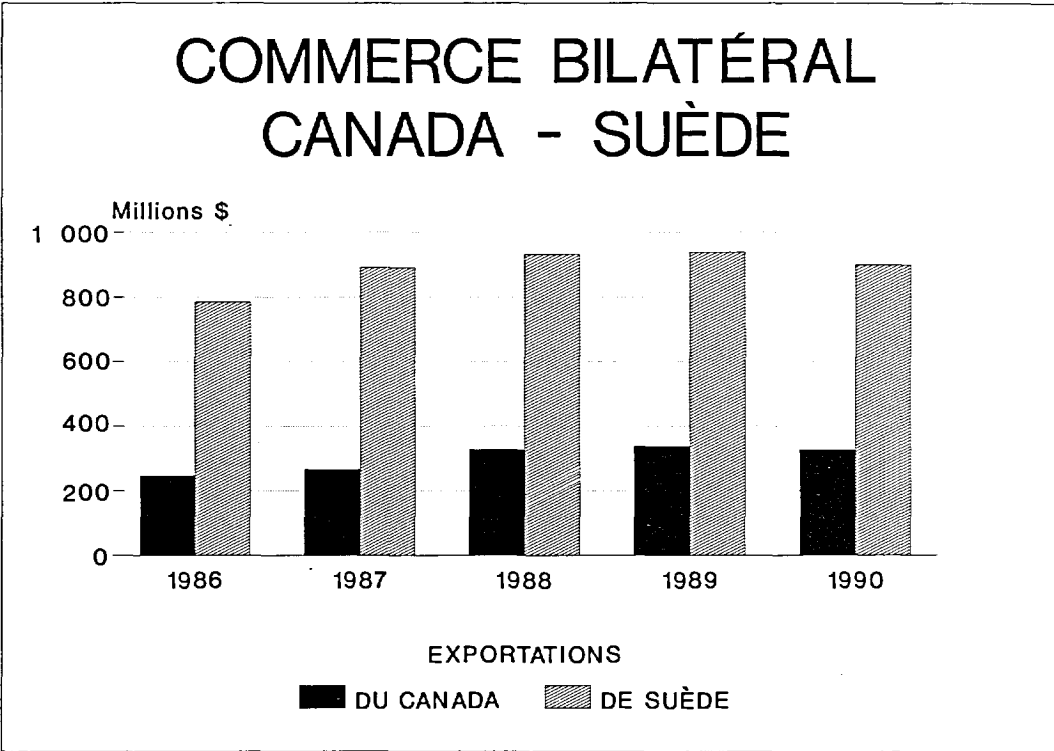
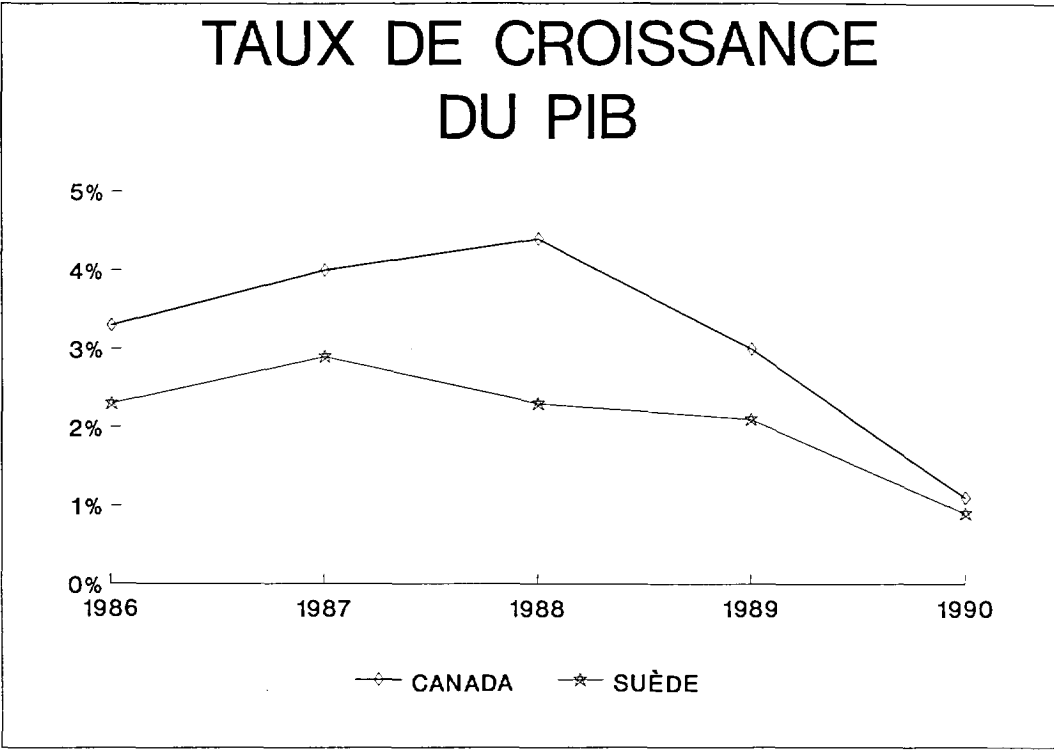
* Données de 1990 à moins d'indication contraire.

INFLATION ET CHÔMAGE CANADA - SUÈDE

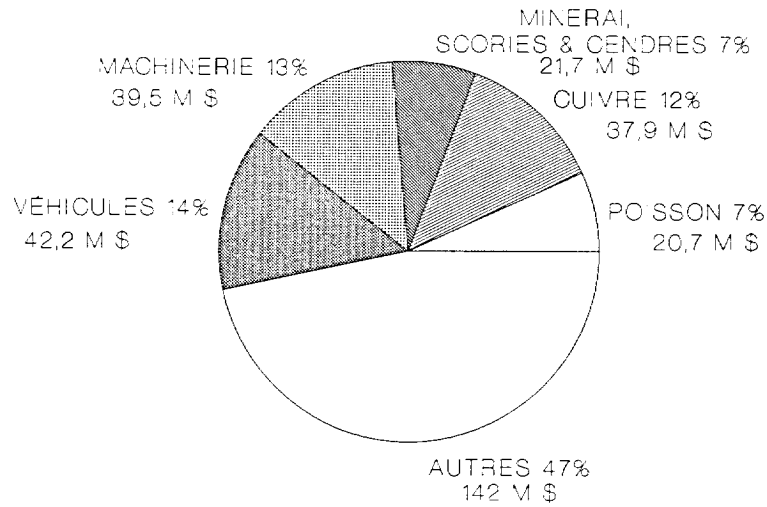


RÉPARTITION DU VOTE SCRUTIN DE 1988

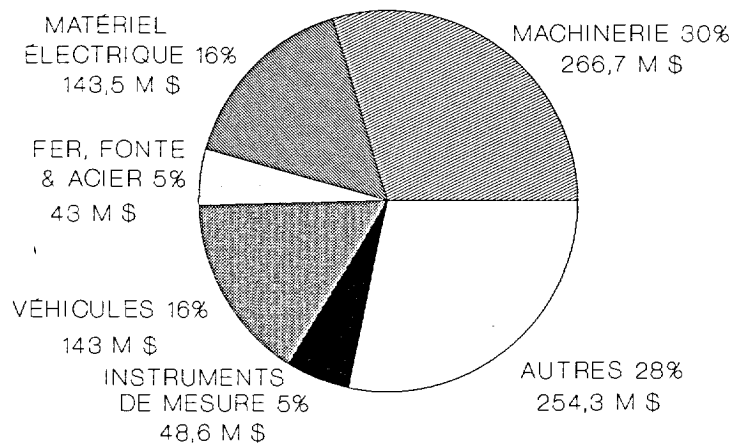




EXPORTATIONS CANADIENNES EN SUÈDE EN 1990



EXPORTATIONS SUÉDOISES AU CANADA EN 1990



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E

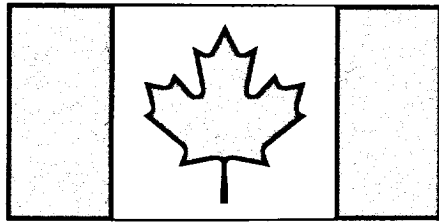
3 5036 20072775 1

DOCS
CA1 EA 91V32 EXF
Visit to Canada by Ingvar Carlsson
Prime Minister of Sweden : June
23-27, 1991. --
43260438



doc
CA1
EA
91V32
EXF

. 62389551(E)
. 62389563(F)



Visit to Canada

by

Ingvar Carlsson
Prime Minister of Sweden

June 23-27, 1991

Briefing Book

43.260438

Visit to Canada

by

Ingvar Carlsson
Prime Minister of Sweden

June 23-27, 1991

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

OCT 8 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE



External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*

Contents

Prime Minister Ingvar Carlsson	1
Prime Minister Brian Mulroney	3
Secretary of State for External Affairs Barbara McDougall	5
Canada-Sweden Bilateral Relations	7
Canada-Sweden Trade	8
Swedish Investment in Canada	9
Swedish Political Situation	10
Swedish Economy	11
Swedish Foreign Policy	12
Canada-Sweden Cultural Relations	13
Sweden Fact Sheet	14

Prime Minister Ingvar Carlsson

Born in Boraas on November 9, 1934, Ingvar Carlsson was educated at the University of Lund, where he obtained a degree in political science. He also studied economics at the University of Chicago.

From 1958-1960, Mr. Carlsson was assistant in the cabinet office to then prime minister Tage Erlander. From 1961-1967, he chaired the Social Democratic Labour Party Youth League.

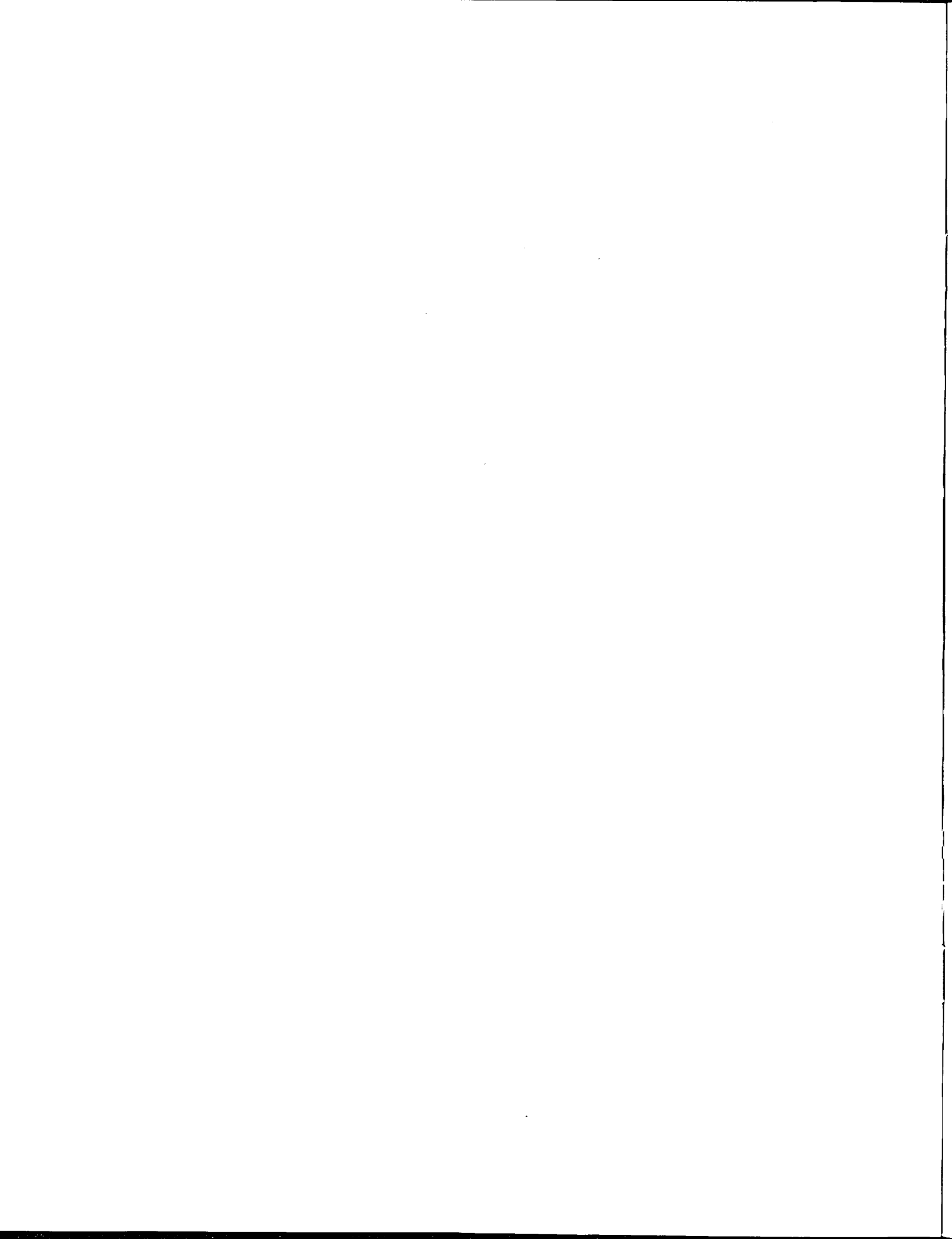
Elected to Parliament in 1964, Mr. Carlsson first served as under-secretary of state (1967-1969), minister of education and cultural affairs (1969-1973), and minister for housing and physical planning (1973-1976).

More recently, Mr. Carlsson was deputy prime minister and minister with special responsibility for political planning and the co-ordination of research policy (1982-1986), and deputy prime minister and minister of the environment (1985-1986).

Mr. Carlsson has been prime minister and chairman of the Social Democratic Labour Party since 1986.

Mr. Carlsson is married and has two children.





Prime Minister Brian Mulroney

Born March 20, 1939, in Baie Comeau, Quebec, Brian Mulroney is a lawyer and former corporate executive.

Mr. Mulroney holds a bachelor of arts (honours) degree in political science from St. Francis Xavier University, Antigonish, Nova Scotia, and a bachelor of law degree from l'Université Laval at Québec.

On June 11, 1983, Mr. Mulroney was elected leader of the Progressive Conservative Party of Canada. He subsequently won election to the House of Commons in a by-election on August 29, 1983, in the riding of Central Nova, Nova Scotia.

In the general election of 1984, Mr. Mulroney was elected in the riding of Manicouagan, Quebec. His party won the largest number of seats in Canadian parliamentary history. He was reelected in the riding of Charlevoix, Quebec, on November 21, 1988, and led his party to form a second majority government.

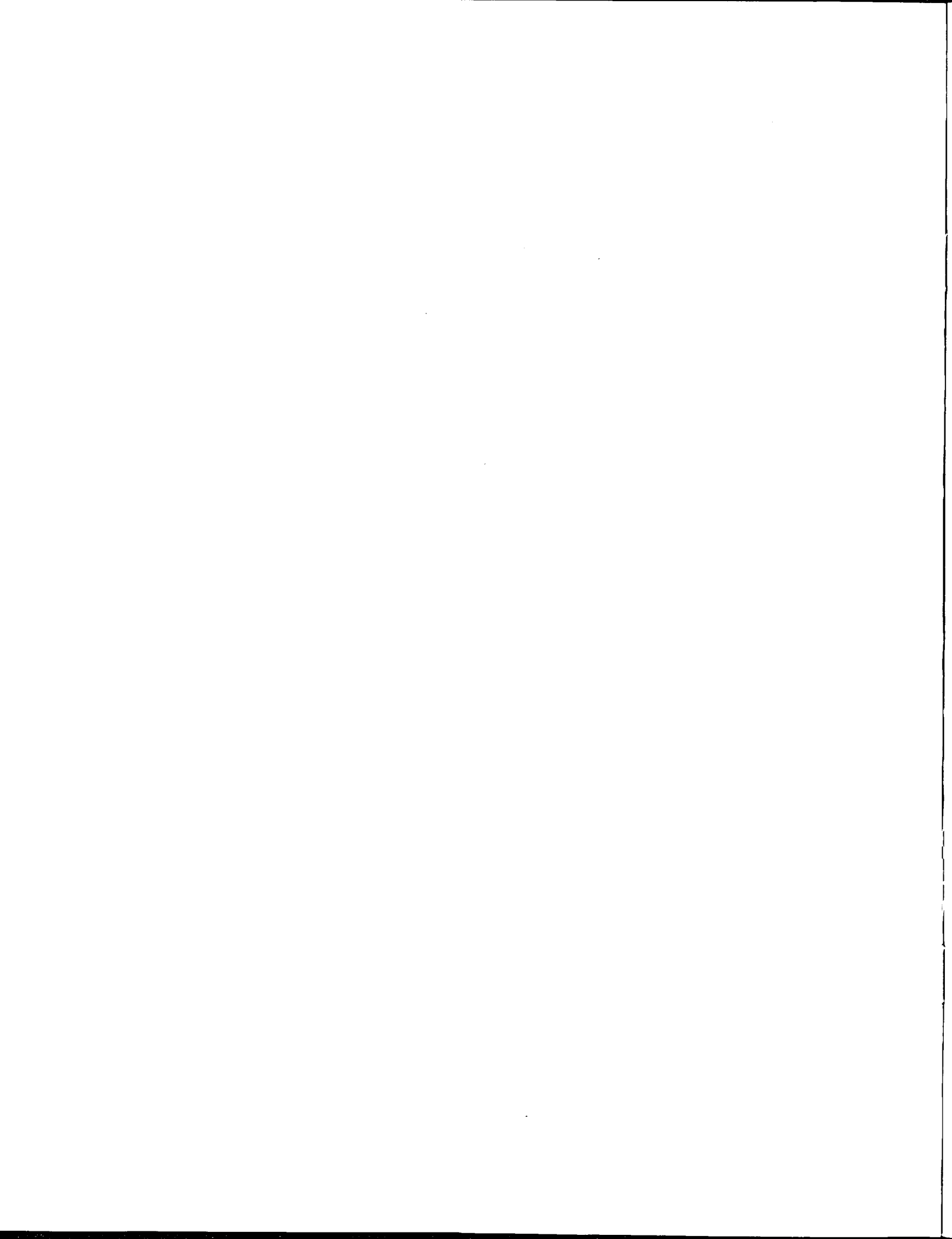
Mr. Mulroney has been active in public life and community affairs for many years. In May 1974, he was appointed to the Cliche Royal Commission investigating violence in the Quebec construction industry.

In 1976, he was a candidate for the leadership of the Progressive Conservative Party. Later that year, he joined the Iron Ore Company of Canada as executive vice-president; a year later, he became company president.



Mr. Mulroney has been active in charitable organizations such as the United Way of Greater Montreal, the Big Brothers Association of Canada, the Quebec Association for the Mentally Retarded, the Canadian Juvenile Diabetes Foundation and the Montreal Heart Fund.

Mr. Mulroney is married to the former Mila Pivnicki; they have four children: Caroline, Benedict, Mark and Nicolas.



Secretary of State
for External Affairs
Barbara McDougall

Born in Toronto in 1937, Barbara McDougall studied political science and economics at the University of Toronto, where she obtained a bachelor of arts (honours) degree. She is also a chartered financial analyst.

Mrs. McDougall began her professional career as an economic analyst in banking. She later worked as a market research analyst and as a print and television business journalist. From 1964 to 1974, Mrs. McDougall was an investment analyst in Vancouver, where she specialized in the forest products industry.

From 1974 to 1976, Mrs. McDougall managed portfolio investments; and from 1976 to 1981, she was vice-president of a securities firm. From 1982 until entering federal politics in 1984, Mrs. McDougall was executive director of the Canadian Council of Financial Analysts and a government affairs and financial consultant.

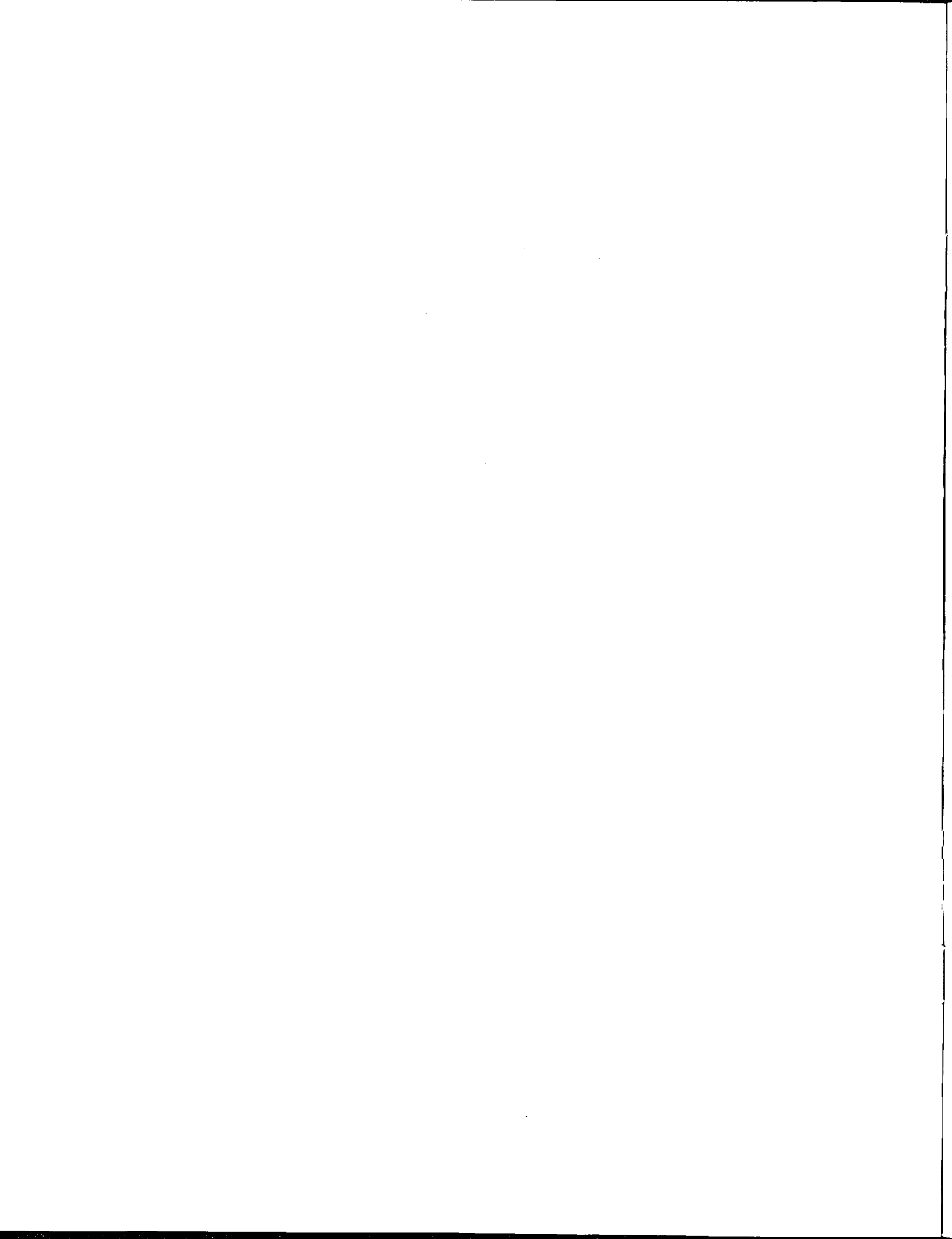
Mrs. McDougall was first elected to Parliament in September 1984, representing the Toronto riding of St. Paul's. She was reelected in the same riding in November 1988.

In September 1984, Mrs. McDougall was appointed minister of state (finance). In June 1986 she was appointed minister of state (privatization) and minister responsible for the status of women; and in August of that year she was named minister responsible for regulatory affairs.

In March 1988, Mrs. McDougall was appointed minister of employment and immigration. She held that portfolio until her appointment in April 1991 as secretary of state for external affairs.



Mrs. McDougall has chaired the Salvation Army Red Shield Appeal in Toronto and was a director of organizations providing life skills training and serving senior citizens. She has also devoted time as a counsellor to the Oakhalla Provincial Prison for Women and served as a vice-chairperson of the Elizabeth Fry Society of British Columbia.



Canada-Sweden Bilateral Relations

Canada and Sweden have much in common geographically, politically and, perhaps, psychologically. Canadian and Swedish people generally work together easily and effectively (most notably in multilateral forums).

The state visit to Canada by King Carl XVI Gustaf and Queen Silvia in March 1988 provided a recent opportunity to re-emphasize common interests, bilateral relations, and future co-operation. In November 1989, Prime Minister Mulroney stopped briefly in Stockholm for consultations en route to Moscow. Foreign Trade Minister Anita Gradin visited Canada in March 1991, and Environment Minister Birgitta Dahl visited British Columbia in April 1991.

Both Canada and Sweden were leaders in founding the United Nations; and both continue to be leading proponents of the multilateral system. For many years, the two countries have contributed funds and personnel to UN peacekeeping forces in various parts of the world.

This co-operation is paralleled by similar efforts in pursuit of common objectives in development assistance, environment, human rights, and opposition to apartheid.

While Sweden's non-aligned status leads to a distinctive approach to security-related matters, Canada and Sweden have broadly similar views on the Conference on Security and Cooperation in Europe, arms control, nuclear non-proliferation, and developing techniques for verifying arms agreements. Canada has joined Sweden and the other Nordic countries in a working group on the aftermath of the Persian Gulf War.

In recent years, Sweden and Canada have co-operated closely to develop ways to manage problems facing the Arctic. Both have strongly supported the creation of the International Arctic Science Council; and they took part in the Conference on the Arctic Environment, held in Rovaniemi, Finland, on June 13-14, 1991. Sweden has supported Canada's proposal for the creation of an Arctic council.

The Swedish welfare state, social security system, and employment policy continue to stimulate interest in Canada. Federal and provincial delegations regularly visit Sweden to study its legislation and practices. Sweden has reciprocal agreements with the federal and Quebec governments to pay pensions to Canadians and Swedes who have lived in both countries during their careers.

There is also a Canadian interest in Swedish energy, transportation, regional policies (such as incentives for diversifying industry in economically depressed resource towns and areas), and in the organization and funding of Swedish science, technology and research.

A bilateral air agreement was signed in March 1989. Scandinavian Airlines has instituted near-daily service between Stockholm and Toronto, improving access between the two countries for business people and tourists.

Canada-Sweden Trade

Canadian exports to Sweden have shown double-digit percentage increases in five of the past six years. In 1990, they stabilized at \$304 million (5.6% less than 1989's record \$322 million).

More than two thirds of these exports are value-added products (fabricated materials and end products).

Canadian imports from Sweden in 1990 amounted to \$900 million, a decrease of 4% from the record 1989 level of \$939 million. For 1990, Sweden enjoyed a trade surplus of \$596 million with Canada. This three-to-one imbalance in Sweden's favour has persisted throughout the last two decades and reflects the success of Swedish exports of capital and consumer goods, as well as the relative sizes of the economies.

Swedish exports to Canada are spread over many commodity groupings. Eighty percent are manufactured products, including automobiles and parts, paper products, stainless steel products, pharmaceuticals and

medical equipment. Motor vehicles accounted for about a quarter of the total value.

Swedish successes in Canada have included some major contracts: Ericsson has sold trunk equipment for cellular radio telephones, and ABB Transmission is providing electric high voltage equipment for Hydro Quebec's new transmission line from James Bay to New England.

Trade relations between Sweden and Canada are good. A Canadian industrial mission will visit Sweden in connection with Bilateral Defence Research Development and Production Agreement meetings to be held there October 21-26, 1991.

Sweden may participate officially at the Globe 92 Environmental Fair in Vancouver in March 1992, and at the Canadian International Air Show in Abbotsford, B.C., in August 1992.

The Swedes are interested in selling submarines and high-speed trains to Canada.

Table 1

Leading Canadian Exports to Sweden

Motor vehicles	\$42 million
Machinery, boilers, etc.	\$40 million
Copper and copper articles	\$38 million
Ore, slag and ash	\$22 million
Fish, lobster, mussels, etc.	\$21 million
Electrical machinery	\$19 million
Aircraft	\$17 million
Mineral fuels and oils	\$16 million
Wood pulp	\$12 million
Aluminum and aluminum articles	\$8 million
Wood and wood articles	\$8 million
Optical and precision equipment	\$8 million
Tools and implements	\$7 million
Total	\$258 million

Swedish Investment in Canada

Sweden is the 10th largest source of direct foreign investment in Canada, and Swedish corporate presence is significant. About 110 Swedish companies have subsidiaries in Canada, half with manufacturing facilities employing over 8,000 Canadians. These companies account for 80% of Swedish exports to Canada.

The major Swedish investors are ABB (Montreal), Stora Kopparberg (Cape Breton), Volvo (Halifax and Milton, Ontario), Atlas Copco (Montreal), Astra (Toronto), Pharmacia (Montreal), Tetrapak (Ajax, Ontario), and Ikea (across Canada). Another 350 Swedish firms have distributors in Canada or have arranged licensing agreements or joint ventures.

The most significant recent acquisitions by Swedish firms were ABB's \$100 million takeover of Westinghouse Canada's power transmission and distribution plants in July 1989, followed by ABB's acquisition of Combustion Engineering, and Trelleborg's joint takeover with Noranda Inc. of Falconbridge Ltd.

ABB alone has 4,000 Canadian employees, and Stora is the largest single employer in Nova Scotia.

Swedish investment has begun to increase through the technology inflow program, as seen in the joint venture and licensing agreement between a Swedish firm and Canadian Superior Milwork in Saskatoon for the manufacture of kitchen cabinets for handicapped persons.

Canadian investment in Sweden is minimal. Some 18 Canadian firms (principally high technology firms such as GEAC and Cognos) have offices in Sweden, operated mainly by local employees.

Senior officials of Canadian and Swedish firms have been visiting each other's country in the past few years to learn more about their respective business environments and opportunities. Canadians are learning, in particular, that Swedish firms are keen to acquire the latest technology in data processing, data communications, and marine technology.

Swedish Political Situation

Swedish political affairs are dominated by the Swedish Social Democratic Labour Party which has governed Sweden for 51 of the past 59 years. The popular vote has changed little. Variations affect mainly the relative standing of the non-socialist parties, none of which has been able to maintain more than 25% of the popular vote for a prolonged period. In the 15 elections following World War II, the non-socialists won a majority only twice (1976 and 1979).

The Social Democrats were returned to power in the 1982, 1985, and 1988 elections with a minority government in the Riksdag (parliament). Reflecting growing concern over environmental issues, the 1988 election saw the entry of the Green Ecology Party into the Riksdag. This was also the first time since 1921 that any party other than the traditional five won seats.

The next election will be September 19, 1991.

Over the past two years, the Social Democratic government has altered its position on several major issues. It has cut income taxes, put off the closure of nuclear reactors, and announced that it will apply to join the European Community. The recent austerity plan emphasises combatting inflation rather than maintaining full employment.

Table 2
Standings in the Riksdag After the 1988 Election

	Seats	Percent of Popular Vote
Socialist Bloc		
Social Democratic Labour Party	156	43.2
Left Party (communist)	21	5.9
Non-Socialist Bloc		
Moderate Party (conservative)	66	18.3
Peoples Party (liberal)	44	12.2
Centre Party (agrarian)	42	11.3
Christian Democratic Party	0	3.0
Non-affiliated		
Green Ecology Party (environmentalist)	20	5.5

Swedish Economy

During the past century, Sweden has progressed from one of the poorest of European countries to one of the most industrially advanced, and with a high standard of living. Between 1850 and 1880, a quarter of the Swedish population emigrated to North America to escape poverty. Today unemployment is low, and Swedes enjoy the benefits of an egalitarian social security system like Canada's.

The transformation of Sweden's economy began with a number of inventions and refinements of industrial processes by Swedish companies: AGA – acetylene and automatic lighthouses; Nobel Industries – dynamite; Alfa Laval – separators and milking machines; ASEA – engineering and electric power transmission; Ericsson – telephones; and SKF – ball and roller bearings.

Faced with a small domestic market, these firms had to export to achieve profitable levels of production, and they earned their export market share largely on the basis of quality, high technical standards and technological independence.

In recent decades, Sweden's exports of specialty metals (Sandvik), machinery (Atlas Copco, Alfa Laval, Flakt and ASEA), cars and trucks (Saab and Volvo) have been supplemented by consumer goods (Electrolux, IKEA, and Tetrapak), pharmaceuticals (Pharmacia and Astra), robotics (ASEA), and communications and informatics (Ericsson).

Swedish companies are recognized for setting international standards in engineering, management and marketing, and they continue to invest heavily in research and development. Sweden has relatively low energy costs, low corporate taxes, and a well-educated work force. State ownership of industry is limited. Eighty-five percent of Swedish industry is privately owned, 5% is held by private co-operatives, and less than 10% is state owned.

Sweden has more multinational corporations per person and spends more on research and development (RAND) as a percentage of gross domestic product (GDP) than any other country. (Japan is number two.) Numerous investments within the European Community since 1987 show the determination of leading Swedish firms to secure access to the community's internal market.

Dependence on foreign trade brought the Swedish economy to the brink of crisis when world trade declined following the first oil price shock in 1973. Sweden's current account deficit grew to 4% of GDP and the cost of petroleum imports soared. Since then, Sweden has severely reduced consumption of imported petroleum products by developing new technologies and conservation techniques.

Sweden recently implemented an extensive tax reform aimed mainly at defeating inflation and encouraging work and saving. The drop in income tax rates to an average of 30% is to be self-financed through several measures, including tighter limits on tax-free allowances, raising the value-added tax (similar to GST) from 23.5% to 25%, and higher taxes on fringe benefits.

Swedish Foreign Policy

Swedish foreign policy is based on a long-standing national commitment to non-alignment in peace time and neutrality in times of war. For nearly two centuries, Sweden has remained outside the major European and world conflicts that have devastated Sweden's neighbours.

In recent decades, this policy has been supplemented by an equally strong commitment to improving the world order through support for the United Nations, disarmament, environmental co-operation, the General Agreement on Tariffs and Trade, and assistance to developing countries.

Various initiatives, including large contributions to UN peacekeeping forces and the donation of 1% of Sweden's gross national product to assistance programs, have won Sweden a special standing in international affairs. Traditionally, Swedish governments have sought to establish all-party consensus on foreign policy issues and to consult and work closely with their Nordic partners.

The most important current challenge for Swedish foreign policy is the relationship with the European Community, in view of the EC integrated market starting on January 1, 1993. Sweden considered joining the EC in its early years, but saw membership as incompatible with Sweden's policy of neutrality. Instead, with the other European Free Trade Association countries, Sweden concluded a free trade agreement with the EC in 1972. EC countries now receive more than 50% of Swedish exports.

Pressure within Sweden to join the EC has grown quickly in recent years. Business strongly favours such a move, the trade unions are largely reconciled, and most Swedes now consider membership not only an economic necessity but a logical step towards a more integrated Europe.

These factors, combined with the rapid flight of investment from Sweden to the EC countries, led Prime Minister Carlsson to announce in October 1990 that Sweden would seek accelerated entry into the EC. An application to join could be made as early as the fall of 1991. The earliest possible effective date of EC membership would be 1995.

The conditions of entry into the EC, but not the principle, will be an important issue during the campaign leading to the September 1991 Swedish elections. How to reconcile EC membership with the policy of neutrality remains an unresolved question, but one which has diminished sharply with the end of the Cold War.

Canada-Sweden Cultural Relations

Canada is home to about 200,000 Swedish immigrants and their descendants, mainly in the West. A Swedish-English language monthly newspaper is published in Vancouver.

The Canadian image has been successfully established in Swedish cultural and academic circles, especially through Canadian studies programs at universities. The Nordic Association of Canadian Studies was founded in 1984, and its member universities organize several Canadian Studies conferences.

A variety of courses with Canadian content are available at most Swedish universities; and students may major in Canadian literature at four universities (Lund, Uppsala, Goteborg and Stockholm). Swedish teachers have begun using materials from Canada in French and English language classes.

An increasing number of Swedish students are studying at Canadian universities, mostly under agreements between universities in the two countries. A new academic exchange agreement between four Canadian and four Swedish universities will be signed during Prime Minister Carlsson's visit. The Canadian universities are York, Carleton, British Columbia and Laval. Umea, Uppsala, Linkoping and Stockholm are the Swedish universities.

In Sweden, programs to promote Canadian arts and culture, notably authors, have also been successful. Swedish translations of Robertson Davies, Margaret Atwood and Roch Carrier, are readily available, and all three authors were received warmly on recent visits.

The Toronto Symphony Orchestra toured Sweden in September 1986; and Canadian recording stars, including Oscar Peterson, Leonard Cohen and Bryan Adams, are well known there. Canadian musical compositions, including experimental work, are broadcast on Swedish radio. Canadian films are prominent at the Uppsala and Goteborg film festivals; and they are shown frequently on Swedish television, along with Canadian television series such as *De Grassi Junior High*.

With 30 Swedish hockey players currently under contract in North America and regular matches between Canada and Sweden in international tournaments, ice hockey remains a common interest. Stockholm hosted the 1989 World Ice Hockey Championships at which Canada won a silver medal.

There is regular contact between Canadian and Swedish research institutions, with a particular focus on Arctic science. In 1990, Richard Taylor (Physics) became the sixth Canadian to win a Nobel Prize. The others were Frederick Banting (Medicine, 1923), Lester Pearson (Peace, 1957), Gerhard Hertzberg (Chemistry, 1971), Henry Toube (Chemistry, 1983) and John Polanyi (Chemistry, 1986).

Sweden Fact Sheet

Basic data

Capital	Stockholm
Total area	450,000 km ²
Population	8.5 million
Currency	Swedish krona
Language	Swedish
National holiday	June 6

Political data

Type of state	Kingdom
Type of government	Constitutional monarchy
Head of state	King Carl XVI Gustaf (since 1973)
Head of government	Ingvar Carlsson (SDAP, since 1986)
Minister of foreign affairs	Sten Andersson (SDAP, since 1985)
Main political parties	Social Democratic Labour Party (SDAP), Moderate Party (MS), People's Party (FP), Centre Party (CP), Left Party (VpK), Green Ecology Party (MpG), Christian Democratic Party (KdS)
Riksdag (parliament)	349 members elected for three years, proportional representation. Seats following ballot of 1988: SDAP=156; MS=66; FP=44; CP=42; VpK=21; MpG=20; KdS=0
Next elections	September 1991

Economic data*

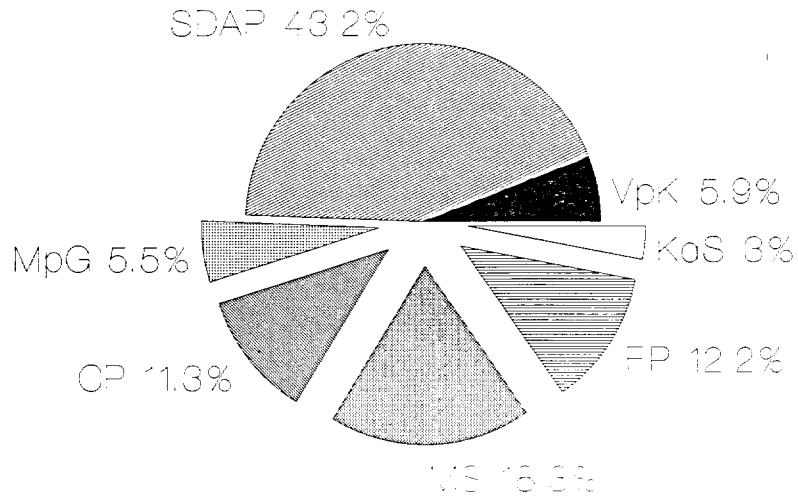
Minister of foreign trade	Anita Gradin (SDAP, since 1986)
Minister of finance	Alan Larsson (SDAP, since 1990)
GDP	\$239 billion (1989)
GDP per capita	\$28,117 (1989)
GDP growth rate	0.9%
Unemployment rate	1.6%
Inflation rate	10.2%
Exchange rate	\$1 = 5.165 SKr
Total national debt	\$101 billion or 42.2% of GDP (1989)
Budget deficit	None; surplus of \$9.6 billion (1989)
Imports	\$65 billion, \$304 million of this was from Canada
Exports	\$68 billion, nearly \$900 million of this was to Canada
Canadian direct investment in Sweden	\$3 million (1989)
Swedish direct investment in Canada	\$1 billion (1989)

Canadian Representation

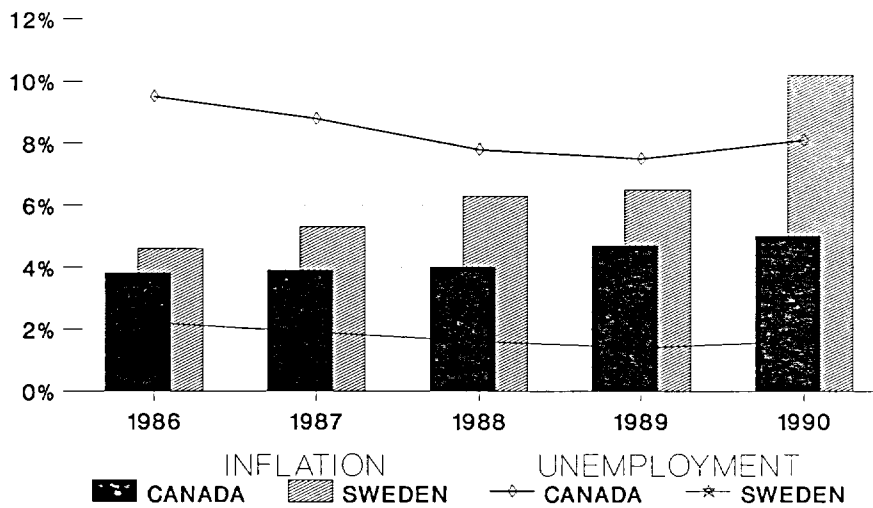
Stockholm	Ambassador Dennis Browne
-----------	--------------------------

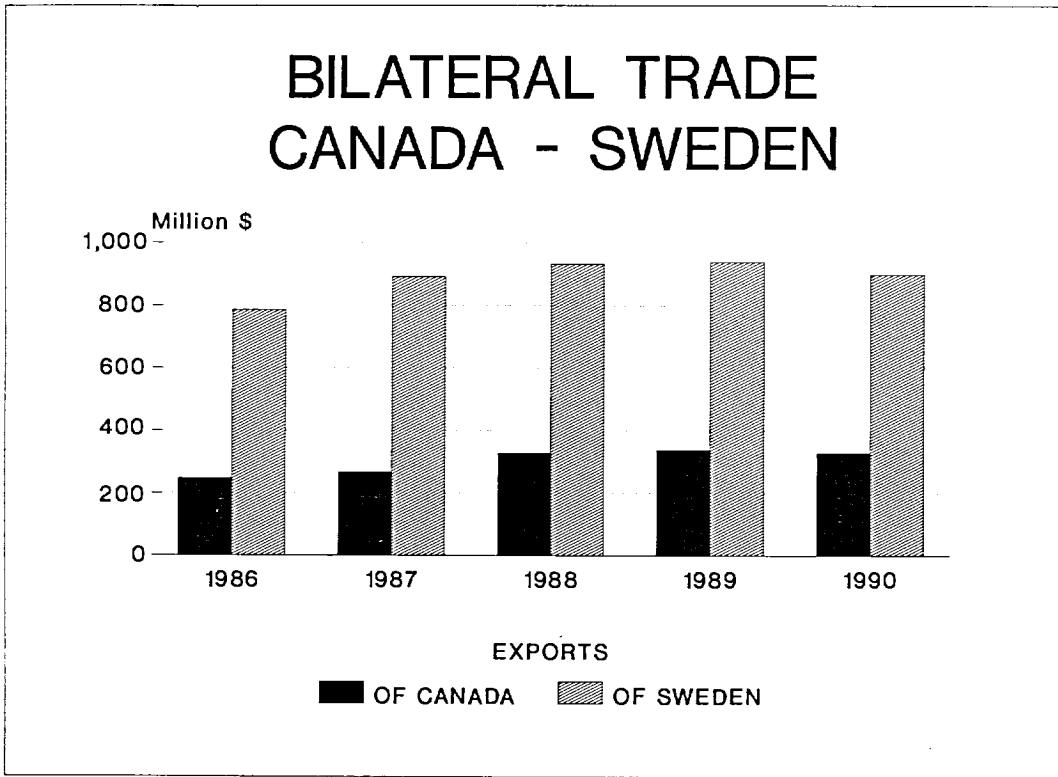
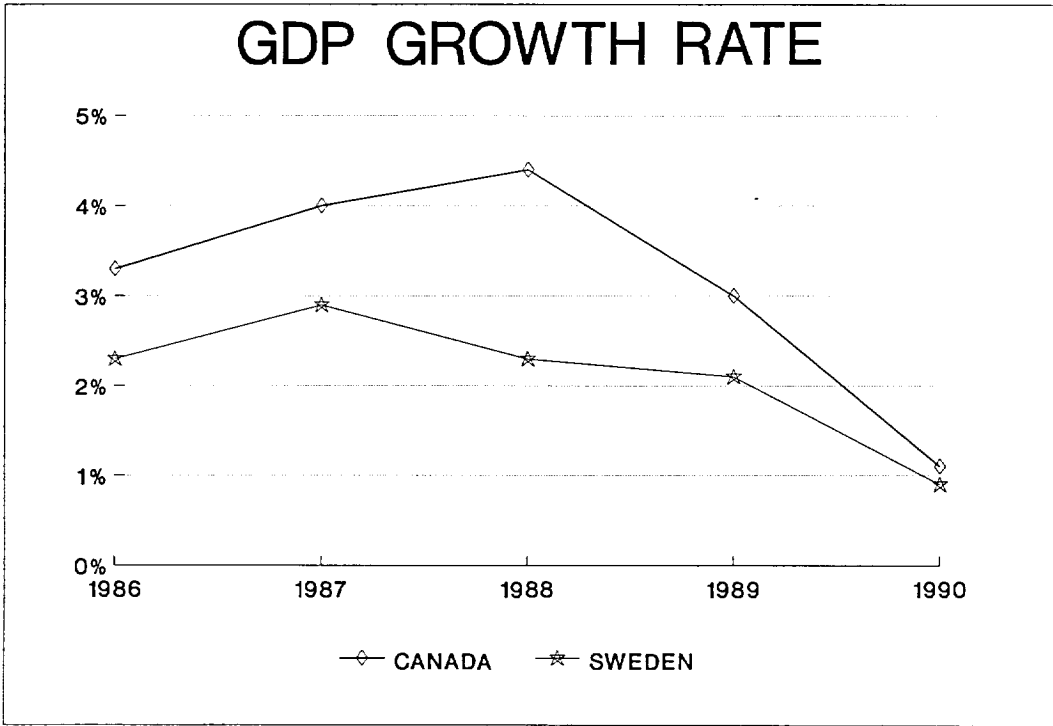
* 1990 figures unless otherwise specified.

VOTE SHARE BALLOT OF 1988

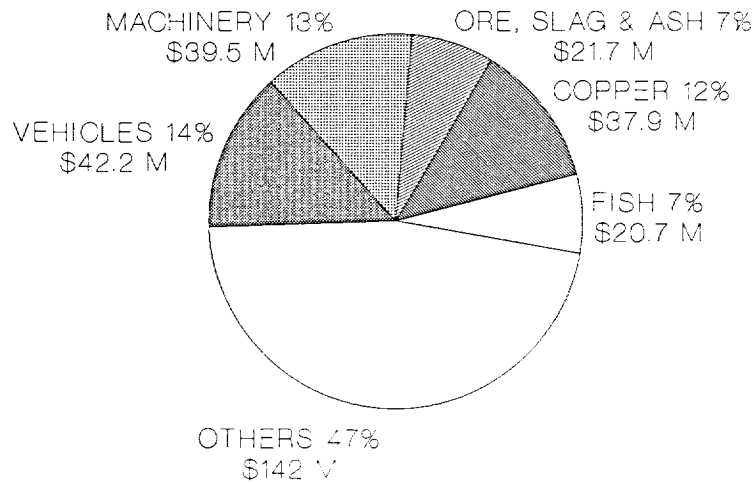


INFLATION & UNEMPLOYMENT CANADA - SWEDEN





CANADIAN EXPORTS TO SWEDEN IN 1990



SWEDISH EXPORTS TO CANADA IN 1990

